



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

**Revue de presse
Du 12 au 18 novembre 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Changement climatique	3
- CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS L'OCÉAN INDIEN : UN MODÈLE DE SIMULATION PLUS PRÉCIS POUR MIEUX S'ADAPTER	
1.2 Energies renouvelables	7
- Voir Vidéo	

II. Centres d'intérêts

1.1 Coopération régionale	8
- Nouvelles opportunités d'investissements dévoilées aux Comores	
1.2 Pêche	9
- Les pêcheurs d'une île des Seychelles ferment volontairement leurs zones de pêche afin de protéger leurs stocks	
1.3 santé	11
-Le CHU organise le deuxième congrès de la santé publique de l'océan Indien	
1.4 Biodiversité	14
- Mangroves : Une perte de l'ordre de 13%	
1.5 Sécurité maritime	15
- Regional maritime security exercise an opportunity to study best practices, Seychellois colonel says	
1.6 Environnement	18
-Le RCOI remet le manifeste	

12 novembre 2019

<https://ideas4development.org/ideas4development-org-modeles-climatiques->

CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS L'OCÉAN INDIEN : UN MODÈLE DE SIMULATION PLUS PRÉCIS POUR MIEUX S'ADAPTER

Disposer d'outils de simulation est fondamental pour mieux documenter le changement climatique et ses impacts. Et surtout mieux s'y adapter. Comment ces modèles climatiques permettent-ils aux plans nationaux d'adaptation de savoir où et comment et agir ?

Sécheresses, inondations, cyclones : chaque jour ou presque, de nouvelles études décrivent le monde inquiétant dans lequel nous pourrions vivre à la fin du xxie siècle, à l'aune du changement climatique en cours. La plupart de ces résultats se fondent sur des simulations provenant de modèles climatiques globaux, qui permettent de simuler les processus complexes d'interactions atmosphère-océan aboutissant à un climat en un lieu donné. Ce sont ces modèles, notamment, que l'on retrouve dans les rapports successifs du GIEC. Or, pour traiter des petits territoires insulaires, ces derniers apparaissent limités.

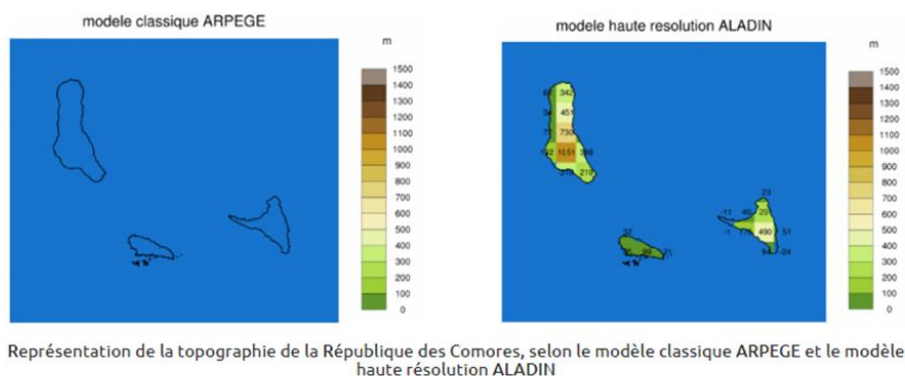
Des modèles climatiques classiques peu adéquats

Une des limites de ces modèles provient de leur résolution spatiale, de l'ordre de la centaine de kilomètres : le monde est découpé en pixels d'une taille approximative de 150 km de côté, que le modèle considère comme homogène. Cette limite est imposée notamment par les temps de calcul : on pourrait certes faire plus précis, mais les temps de calcul seraient beaucoup trop longs pour modéliser toute la Terre, même à l'aide de supercalculateurs. Pour avoir des résultats plus localisés et plus précis tout en limitant les temps de calcul, on peut exploiter des modèles climatiques régionaux simulant sur une zone plus restreinte (l'Europe, l'Afrique, etc....). C'est ce à quoi s'emploie, par exemple, le programme Cordex. Ces modèles climatiques régionaux ont cependant une résolution encore insuffisante sur les territoires insulaires aussi exigus que ceux de l'océan Indien : on dispose de résolutions à 12 km pour l'Europe, mais seulement à 50 km pour l'Afrique et l'océan Indien. Cette zone est pourtant particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique : c'est la troisième région du monde la plus touchée par les événements climatiques

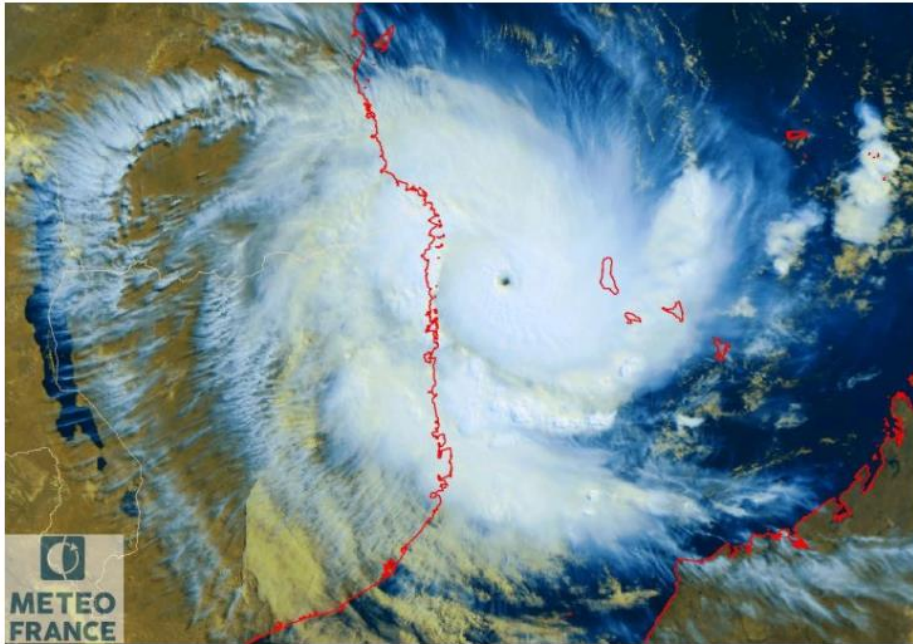
extrêmes. La Commission de l'océan Indien (COI) et le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) ont estimé le coût économique des catastrophes, essentiellement météorologiques, à 17,2 milliards de dollars sur les 30 dernières années. Parallèlement, selon une étude menée en 2017 par la COI et la Banque mondiale, les pays de la région perdront chacun, dans les prochaines années, en moyenne 430 millions de dollars par an (386,2 millions d'euros) suite aux coûts économiques cumulés des dégâts matériels provoqués par les catastrophes naturelles. Cela contribue, bien évidemment, à freiner le développement économique et social des pays concernés.

La nécessité d'un modèle climatique régional haute résolution

Pour tenter de combler cette lacune, le projet BRIO, financé par la Facilité Adapt'Action de l'AFD, propose des simulations du climat à venir avec une résolution de 12 km sur Madagascar, les Comores, les Seychelles, Maurice et la Réunion. Avec quels résultats ? Si un modèle climatique « classique » (voir image « modèle classique ARPEGE » par exemple) ne permet même pas de visualiser ces îles et les fonds de l'océan, l'utilisation d'un modèle précis à 12 km de résolution (voir image « modèle HD Aladin ») favorise une bonne représentation du relief très accidenté de ces îles.



Par ailleurs, dans cette zone du globe où l'activité cyclonique est forte, il est primordial que le modèle climatique puisse représenter le cycle de vie et l'intensité des cyclones tropicaux (trajectoire, durée, fréquence). Les experts du projet BRIO se sont concentrés sur une meilleure simulation de ces paramètres, sachant qu'il s'agit là d'un péril majeur pour les populations. En avril 2019, le cyclone Kenneth a eu un impact considérable sur les Comores : 345 000 personnes ont été affectées, 19 372 déplacées et son coût a été estimé à 28 millions de dollars.



Le cyclone Kenneth dans le canal du Mozambique, le 25 avril 2019 (source : Météo France)

Là encore, si le modèle classique à résolution grossière simule qu'il n'y a eu sur la zone aucun cyclone tropical intense (c'est-à-dire avec des vents supérieurs à 46 m/s) entre 1981 et 2010, le modèle climatique haute résolution permet d'en déceler 2,9 par an en moyenne. Un chiffre très proche de la réalité observée de 2,6 cyclones intenses chaque année. Des améliorations identiques sont constatées sur la simulation des pluies. Ce gain en précision est considérable comme on le voit sur l'animation ci-dessous montrant l'évolution sur dix jours de l'intensité d'un cyclone simulé par les deux modèles climatiques de résolution différente.

Des outils primordiaux pour l'adaptation et la gestion des risques futurs

Sécurité des populations face aux événements météorologiques extrêmes, santé, agriculture, ressources en eau ou encore aménagement du territoire : grâce à des simulations plus précises, la modélisation du climat futur constituera un outil primordial au service de l'anticipation des contraintes et des risques pour des secteurs majeurs. La sécurité alimentaire est l'une des préoccupations majeures des États du sud-ouest de l'océan Indien et de la COI. À l'heure actuelle, les pays de la COI ne sont pas en capacité de nourrir grâce à leur production les 26 millions d'habitants de la région. La plupart des produits de première nécessité y sont importés. Une situation que la région souhaite atténuer, notamment via un programme ambitieux de sécurité alimentaire porté par la COI. Au-delà des contraintes déjà associées à la sécurité alimentaire dans ces régions, les conditions climatiques à venir doivent être connues afin d'orienter précisément les projets agricoles et les mesures à développer (nouvelles variétés, irrigation, protection des sols, etc.). Cette valeur ajoutée concerne

également d'autres secteurs, comme celui de l'énergie : les projections peuvent servir à mieux dimensionner les installations, comme des barrages hydroélectriques, ou à déterminer qu'elles seraient les meilleures options technologiques à promouvoir, comme l'éolien ou les panneaux photovoltaïques. Les projections seront également très pertinentes dans l'anticipation de l'accroissement des catastrophes naturelles à venir comme, par exemple, l'intensification de l'assèchement des sols et l'augmentation des inondations associées aux crues éclair. Dans le secteur financier, les projections climatiques sont également des atouts importants car les banques sont de plus en plus incitées, notamment du fait de la législation, à évaluer l'exposition de leurs actifs aux effets physiques du changement climatique. Il s'agit de quantifier le risque qu'elles encourent. Les établissements ont besoin de savoir avec précision si l'usine à laquelle elles ont octroyé un prêt sur 30 ans sera mise en péril à cause d'inondations dans le futur. Enfin, ces nouveaux résultats auront également un grand intérêt pédagogique. Lors des ateliers de vulgarisation ou de restitution de résultats sur le changement climatique donnés par les chercheurs et les experts aux acteurs locaux (agriculteurs, décideurs, etc.), il est très difficile de convaincre avec des projections considérant le climat futur comme uniforme sur l'archipel des Comores. Surtout, lorsqu'on distingue sur deux points du territoire un écart de facteur 10 en termes de pluviométrie. Même si elle peut encore être améliorée, la résolution de 12 km a déjà le grand mérite de bien rendre visible les particularités géographiques locales. Afin de favoriser l'utilisation de ces nouvelles simulations climatiques par le plus grand nombre et ainsi permettre de calculer les impacts sectoriels (sur les rendements agricoles, la biodiversité), ces données seront mises en ligne et téléchargeables gratuitement dès 2020 via une plateforme web ergonomique hébergée par le portail de l'Océan Indien sur le changement climatique. Une avancée cruciale pour mieux anticiper, et donc mieux se préparer au climat de demain.

Pour plus d'information article en anglais

- <https://ideas4development.org/en/climate-change-in-the-indian-ocean-more-accurate-simulation-models-for-better-adaptation/>

COI et ses Projets

Energies renouvelables



12 novembre 2019

<https://www.youtube.com/watch?v=KuQh4LRcSus>

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'ÉNERGIE

Lire (k)



Centraliser les données et les
politiques relatives au secteur de
l'énergie de cinq pays



MAURICE



FRANCE / RÉUNION



MADAGASCAR



COMORES



SEYCHELLES



Cette plateforme permet d'avoir un suivi des progrès
en matière d'efficacité énergétique et d'énergies
renouvelables dans les pays membres de la COI.



Vidéo

<https://www.youtube.com/watch?v=KuQh4LRcSus>

Nouvelles opportunités d'investissements dévoilées aux Comores



Des projets d'envergure qui seront enclenchés aux Comores

Ahmed Ben Said Jaffar Marday Venkatasamymcci

De nouvelles occasions de faire des affaires et d'investissements s'ouvrent aux opérateurs mauriciens dans le cadre des projets d'envergure que les Comores comptent mettre en chantier.

L'annonce a été faite par Son Excellence M. Ahmed Ben Said Jaffar, Ministre des Postes et Télécommunications et de l'Economie numérique, chargé de l'Information de l'Union des Comores, lors d'une rencontre avec les gens d'affaires mauriciens qui a eu lieu le 12 novembre 2019 au siège de la MCCI.

Cette rencontre, présidée par M. Marday Venkatasamy, Président de la MCCI, réunissait les opérateurs de divers secteurs notamment la construction, l'hôtellerie, les TICs, les finances, l'énergie, et l'infrastructure, entre autres.

Son Excellence M. Ahmed Ben Said Jaffar a parlé des projets d'envergure qui seront enclenchés aux Comores pour réussir pleinement son développement et son intégration régionale.

Ainsi, il a encouragé les opérateurs mauriciens à participer à la Conférence des Partenaires pour le Développement des Comores qui se tiendra les 2 et 3 décembre 2019 à Paris.

12 novembre 2019

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11935/Les+pcheurs+dune+le+>

Les pêcheurs d'une île des Seychelles ferment volontairement leurs zones de pêche afin de protéger leurs stocks

Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne

L'initiative vise à aider à maintenir le stock de poisson dans cette zone et à donner suffisamment de temps pour que le stock grandisse. (Romano Laurence)

(Seychelles News Agency) - Une zone autour du port principal de l'île de Praslin aux Seychelles, la deuxième île la plus peuplée du pays, a été délimitée comme une zone de fermeture volontaire de la pêche afin de contribuer à la préservation du stock de poisson.

Le projet, une initiative de la **Praslin Fishing Association**, vise à préserver une partie de la baie Sainte-Anne en limitant les activités de pêche dans cette zone pendant un certain temps. Le gouvernement a bien accueilli le projet volontaire.

Trois bouées jaunes intitulées «Fermeture de la pêche» indiquent les zones de fermeture entrées en service le 1^{er} novembre. Tous les navires sont priés de respecter une distance de sécurité et de naviguer avec une extrême prudence à l'approche des zones délimitées.

L'initiative vise à aider à maintenir le stock de poisson dans cette zone et à donner suffisamment de temps pour que le stock grandisse. La fermeture restera en vigueur jusqu'au 30 avril 2020.

"En tant que pêcheurs, nous avons constaté une diminution de la taille des poissons. Nous avons pris des exemples de projets similaires menés ailleurs et qui ont donné des résultats intéressants", a déclaré Darrel Green, président de l'association des Pêcheurs de Praslin.

Il a ajouté qu'ils s'inspiraient d'un projet similaire mené à Rodrigues, une île autonome de Maurice, où la fermeture de la pêche a été effectuée pour le poulpe.

Les pêcheurs de Rodrigues ont remarqué qu'avec le temps, leurs prises avaient considérablement diminué en raison de pratiques de pêche non

durables et des effets du changement climatique sur les récifs. La communauté a commencé à fermer volontairement la pêche au poulpe deux mois par an. En conséquence, les prises ont augmenté au cours des quatre dernières années.

M. Green a déclaré que la fermeture volontaire en cours sur Praslin "n'est pas un projet à travers lequel vous verrez le résultat dans six mois".

Il a ajouté que l'association voulait que la fermeture soit annuelle.

Le projet cible principalement les pêcheurs artisanaux qui vivent des espèces vivant sur le récif. Pendant les mois de fermeture de la baie, ces pêcheurs devront pêcher ailleurs.

«C'est l'initiative d'un groupe de personnes et je pense que les pêcheurs de la région de Baie Sainte-Anne doivent comprendre qu'il s'agit d'une idée venant de la communauté et que tout le monde doit l'accepter et la respecter», a déclaré M. Green.

Un autre aspect du projet consiste à servir de modèle éducatif à la communauté de pêcheurs de Praslin.

«Nous n'avons pas besoin que le gouvernement vienne toujours nous dire de protéger nos propres ressources. En tant que pêcheur, nous devons nous unir pour réaliser ce projet et conserver ce que nous avons pour la génération à venir », a déclaré M. Green.

La pêche est le deuxième contributeur à l'économie des Seychelles.

Le ministère des Pêches et de l'Agriculture a bien accueilli le projet. Le secrétaire principal du département de la pêche, Jude Talma, a déclaré lors d'une interview précédente que c'était une bonne initiative.

«Depuis de nombreuses années, nous parlons de pêche durable et cela touche enfin les pêcheurs. Ce secteur dépend vraiment d'eux et des mesures qu'ils prennent. Je tiens à les féliciter d'avoir franchi cette étape », a déclaré M. Talma.

Au fil des ans, les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, ont beaucoup mis l'accent sur la pêche durable. L'une des initiatives est un exercice de planification de l'espace marin pour élargir les zones protégées et un plan de gestion de la pêche pour le plateau de Mahé afin de passer progressivement d'une pêche en accès libre à une pêche plus contrôlée.

12 novembre 2019

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/11/12/des->

Le CHU organise le deuxième congrès de la santé publique de l'océan Indien

Publié le Mardi 12 Novembre à 13H10 / **Actualisé** le Mercredi 13 Novembre à 13H08

Ce congrès qui se déroule ces mardi 12 et mercredi 13 novembre au Musée Stella Matutina à Saint-Leu permet aux acteurs et chercheurs du domaine de la santé de faire le point sur les problématiques associées aux vulnérabilités de santé dans les territoires ultramarins. Plus de 300 personnes inscrites, 70 intervenants, une quarantaine d'invités extérieurs venant des quatre pays de la Commission de l'Océan Indien, de l'Australie et du Mozambique, 33 posters scientifiques. Le communiqué du centre hospitalier universitaire de La Réunion ci-dessous :



Ce congrès qui se déroule ces mardi 12 et mercredi 13 novembre au Musée Stella Matutina à Saint-Leu permet aux acteurs et chercheurs du domaine de la santé de faire le point sur les problématiques associées aux vulnérabilités de santé dans les territoires ultramarins. Plus de 300 personnes inscrites, 70 intervenants, une quarantaine d'invités extérieurs venant des quatre pays de la Commission de l'Océan Indien, de l'Australie et du Mozambique, 33 posters scientifiques. Le communiqué du centre hospitalier universitaire de La Réunion ci-dessous :

Au programme de ces deux journées, des conférences qui porteront sur les travaux développés ces dernières années sur la zone océan Indien et sur des territoires aux enjeux similaires notamment les

Antilles. Les différentes sessions seront organisées autour de conférences d'orateurs nationaux et internationaux.

Les thématiques abordées concerneront les maladies métaboliques et chroniques, les cancers, la périnatalité, les maladies infectieuses et émergentes, le risque environnemental, l'âge et la santé mentale, ainsi que des exemples d'actions de Santé Publique mises en place.

Ce congrès a pour objectifs :

- De partager avec la communauté régionale l'expertise nationale et internationale reconnue et d'échanger sur des thématiques prioritaires de santé,
- D'identifier les acteurs régionaux de la recherche en santé,
- D'encourager l'élaboration de communications pour assurer une visibilité internationale à de jeunes chercheurs locaux (posters, abstracts, ...),
- D'augmenter l'attractivité du CHU de La Réunion et plus globalement du territoire en matière de collaboration sur les thématiques prioritaires de recherche en santé identifiées au niveau régional,
- De faciliter les mises en relation en vue du montage de projets communs de recherche et du partage d'informations sur les domaines de santé,
- De créer une plateforme régionale de recherche en santé permettant en son sein des collaborations durables et de faire émerger des solutions innovantes et adaptées,
- Communiquer et rendre visible le dynamisme de La Réunion dans ces domaines

Le congrès a été introduit par une réflexion sur le lien entre précarité économique et vulnérabilités de santé, que ce soit en termes d'accessibilité et de recours aux soins comme de comportements à risques.

Seront également abordées les vulnérabilités psychiques particulières du jeune et de la personne âgée, ainsi que celles induites par une consommation d'alcool à risque, partagée par les départements d'Outre-Mer, du fait d'une taxation faible des alcools forts.

La session sur **les maladies métaboliques et chroniques**, après un rappel des enjeux, reviendra sur la question de la transition nutritionnelle dans nos territoires et présentera des projets locaux et internationaux sur les principaux sur-risques observés dans nos territoires, tels le prédiabète, le diabète, et accidents vasculaires cérébraux, pour lesquels la recherche développe des moyens d'observation spécifiques sous forme de cohortes ou de registres.

Une réflexion sur les spécificités des cancers dans nos territoires du dépistage jusqu'au devenir des sujets atteints de cancer sera développée avec l'appui des données des registres et de différentes enquêtes.

L'objectif de la session Périnatalité de ce congrès est d'améliorer les connaissances sur les caractéristiques des mères et des enfants de la Région "océan Indien" : la réflexion est ciblée sur les indicateurs de santé

publique périnatale et l'accès aux soins dans le contexte de précarité qui est celui de la femme en âge de procréer.

Malgré l'importante amélioration de l'état de santé de la population de notre Région, comme en attestent des indicateurs de santé publique (allongement de l'espérance de vie, recul de la mortalité infantile), les inégalités sociales de santé et la vulnérabilité perdurent en océan Indien.

Cette session est particulièrement axée sur la prise en compte des spécificités des couples mère-enfant(s).

L'objectif de la session Maladies Infectieuses est, à partir de quelques exemples, de favoriser les échanges autour des grandes endémies (paludisme, infection à VIH, maladies tropicales négligées), des maladies émergentes ou ré-émergentes (arboviroses, peste, zoonoses dont la leptospirose) par une approche pluridisciplinaire et holistique mêlant épidémiologie, médecine, santé vétérinaire, écologie, anthropologie, sociologie, dans le but d'améliorer les connaissances et les collaborations entre les acteurs de terrain et les autorités de santé publique.

Les thématiques abordées et les acteurs réunis dans cette session feront ainsi le lien entre les différents aspects de la recherche (clinique, épidémiologique, sociologique, qualitative) et l'action en santé publique, dans le souci d'améliorer les indicateurs de santé.

La session sur les vulnérabilités psychiques se situe également à l'interface entre recherche et politique de santé avec la mise en exergue des conséquences de l'alcool sur des populations particulièrement vulnérables que constituent les femmes enceintes, mais aussi sur les enjeux du vieillissement ou la réflexion sur la santé psychique des adolescents.

L'ensemble des sessions s'inscrit dans l'approche intégrée de la recherche du CHU de La Réunion et dans celles des professionnels de santé et chercheurs visant à échanger et diffuser la connaissance pour une meilleure compréhension des comportements de santé et des parcours de soins, afin de développer des stratégies communes pour réduire les difficultés et améliorer la prévention et la prise en charge des patients.

Dans ce cadre, le congrès se conclura par une session d'échanges entre des professeurs de Santé Publique venus des écoles de Bordeaux (le Pr Salamon, ancien président du Haut conseil de Santé publique nationale) et de Nancy (le Pr Guillemin, actuel président du réseau de Recherche en Epidémiologie Clinique et en Santé Publique), le Pr Wittwer économiste de la santé de l'Institut de Santé Publique, d'Epidémiologie et de développement (ISPED) et les décideurs et acteurs de la santé de la Région océan Indien, pour une mise en perspective des résultats de ce congrès avec les actions à mener.

15 novembre 2019

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/11/15/mangroves-une->

Mangroves : Une perte de l'ordre de 13%

L'état des lieux des mangroves à Madagascar est alarmant. En effet, entre la période de 1995 à 2018, une perte de l'ordre de 13% de cet écosystème forestier est observée. Le ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Alexandre Georget, l'a évoqué lors de la signature de l'acte de l'atelier national sur les mangroves de Madagascar hier, à l'hôtel Carlton. C'est dû notamment aux activités de production de charbon, de coupes illicites des bois pour la construction et à la conversion des forêts de mangroves en parcelles de culture. Cependant, les mangroves jouent à la fois un rôle de production de bois, de miel, de soie sauvage, de protection contre l'érosion et les aléas climatiques et de régulation en matière de séquestration de carbone.

Baisse de 50% des captures. *« C'est également un zone d'habitat et de nurseries des diverses espèces halieutiques comme les crabes et les crevettes. Et la dégradation de ces mangroves entraîne une baisse de capture de ces produits de pêche atteignant jusqu'à 50% pour la pêche crevettière »,* a souligné le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Ranarivelo Lucien. Face à cette situation, les deux ministres concernés ont procédé à la signature d'un acte marquant leur engagement commun sur la gouvernance et la gestion durable des mangroves, et ce, avec l'appui de l'*USAID Hay Tao*. *« Les mangroves de Madagascar représentent 2% des mangroves mondiales. Elles permettent entre autres d'atténuer les effets du changement climatique »,* selon le directeur de mission de l'*USAID*. Cet engagement commun vise à développer la stratégie nationale, à réviser le texte interdisant l'exploitation des bois de mangrove, à assurer la coordination des interventions entre les parties prenantes et à appliquer les lois en vigueur.

Navalona R.

Regional maritime security exercise an opportunity to study best practices, Seychellois colonel says

By: Patsy Athanase Edited by: Betymie Bonnelame |



One of the exercises in Cutlass Express 2016 carried out at sea where the participating forces dealt with scenarios involving piracy, illegal trafficking and illegal fishing. (Patrick Joubert, Seychelles Nation)

Photo license

(Seychelles News Agency) - The **Seychelles People's Defence Forces** said that the **Cutlass Express** exercise was a great opportunity for numerous countries to learn best practices in maritime security.

The training spearheaded by the **United States Naval Forces Africa** in partnership with Canada, the European Union and the East African region, took place for nearly three weeks in October and November. Around 50 military personnel took part in this year's exercise.

The exercise was conducted around Djibouti, Madagascar, Mauritius, and Seychelles, as part of a commitment to regional stability and maritime security.

Speaking at the closing ceremony at the **Seychelles Defence Academy**, Ile Perseverance on Saturday, the Chief of Staff, Colonel Michael Rosette, said this year's exercise has taken a new twist, as it has been executed at different locations around Africa and the Indian Ocean region. Each location concentrated on specific elements relating to maritime safety and security, maritime domain awareness and information sharing.



Rosette said Seychelles remains committed in its leadership role. (Seychelles Nation) Photo License: [CC-BY](#)

"**Cutlass Express** is one of those exercises that we all look forward to participate in, as it provides a great opportunity for numerous countries to learn and train together, sharing best practices and to physically go out there and put into practice what they have learnt together," said Rosette. He added that Seychelles remains committed in its leadership role and "in doing its fair share in ensuring that our region remains safe and secure."

On her side, Rear Admiral Nancy Lacor of the **United States Naval Forces Africa** told participants that "with exceptional professionalism, you have demonstrated that by working together we have the capacity to counter threats in a complex maritime environment."

She added that "exercises like **Cutlass Express** build our military capacity and strengthen our proficiency to counter threats by increasing interoperability."

The Cutlass Exercise was designed to assess and improve combined maritime law enforcement capacity and promote national and regional security in East Africa as well as information sharing, planning and operating.

It included board, search and seizure procedures, best practices and interoperability with partner nations. It also had information sharing between Maritime Operation Centres, adherence to the rule of law and counter-proliferation interdiction capabilities in order to disrupt illicit trafficking and piracy.

Focused scenarios for the cutlass exercise included the interdiction of illicit arms, drugs, money and people that pose a threat to regional stability or international partners.



A group photo of participants, military personnel and other dignitaries at the closing ceremony on Saturday. (Seychelles Nation) Photo License: [CC-BY](#)

“From the briefing I have received from my staff, I am glad to note that the various scenarios and training sessions have been executed as planned and that participants have gained adequately from these two weeks, and furthermore, that the exercise is continually improving and getting more and more complex and realistic with time,” said the Chief of Staff.

The Seychelles archipelago consists of 115 islands spread over an exclusive economic zone of 1.4 million square kilometres, making it difficult for enforcement authorities to spot unlawful activities.

This was the ninth **Cutlass Express** exercise and the last one for the year. Other participating countries were Somalia, Djibouti, Mauritius, Mozambique, Tanzania, the United States, Kenya, Canada, Georgia, Greece, Egypt, Madagascar, Kingdom of Saudi Arabia, Senegal and Comoros.

ENVIRONNEMENT

Le bureau du Réseau Climat Océan Indien (RCOI-Comores) a remis hier mercredi à l'ambassadrice de France en Union des Comores le manifeste du COY. Cette dernière s'est engagée à faire tout son possible et de son mieux pour faire entendre la voix de la jeunesse dans les instances internationales.

Après trois jours de réflexion dans la conférence des Jeunes pour le Climat et plus d'une semaine de travail pour la rédaction du manifeste, le bureau du Réseau Climat Océan Indien (RCOI-Comores) a décidé de remettre aux partenaires les propositions et réponses tirées. En attendant le tour des autres partenaires, c'est la représentation de la France en Union des Comores qui a reçu en premier le document de douze pages dans la salle multimédia du Campus France Sis à Hadoudja. « Madame l'ambassadrice, j'ai l'honneur de vous soumettre ce document du manifeste qu'on a pleinement travaillé afin de vous faire part des engagements et du questionnement de toute une jeunesse ».

Ces mots de la coordinatrice du Réseau Climat répondent aux propos tenus par Binti Mohamed Elhad, membre du Comité de rédaction dudit manifeste. Cette dernière a tenu devant l'ambassadrice de France, Jacqueline Bassa-Mazzoni,

un discours qui a eu des éloges, des applaudissements et une réponse brève du diplomate français. « La jeune génération, plus consciente du péril climatique, se doit d'agir. [...] Et c'est l'ensemble des conférences de la jeunesse, pour une plus grande implication des jeunes face à l'inertie de certains gouvernements », martèle-t-il. Et selon elle, ces agissements doivent se faire pour pousser les autres, gouvernants et population, à agir.

A Moroni, les jeunes, venus de différents horizons, ont discuté, échangé sur les réponses possibles à apporter aux défis pluriels de dérèglement climatique. « Le manifeste que nous vous présentons ici aujourd'hui est le reflet de ces échanges, empreintes d'espoir et d'ambition pour la jeunesse des Comores et de l'Océan Indien », avance Binti Mohamed Elhad. Au cours de ces trois jours d'échanges, les parties prenantes ont manifesté leur engouement et ont montré l'urgence et l'importance de la préservation de l'environnement et le rôle que les jeunes peuvent y jouer.

Les freins ! Pendant ces trois jours, les participants n'ont pas manqué de souligner les freins qu'ils rencontrent et cela fait que la lutte contre le dérèglement clima-

Le RCOI remet le manifeste



Remise du rapport de la COY à l'ambassadrice de France.

tique n'est pas un combat à sous-estimer. Le manifeste en a évoqué quelques uns à l'instar du manque de sensibilisation, le manque d'accompagnement pour plus de justice sociale, le manque de confédération des associations pour ne citer que ceux-là. « Autant de questions que les jeunes autour de la COY15 se sont posées et pour lesquelles nous nous engageons fermement. Mais pour y arriver, nous avons besoin du soutien multiforme de toutes les bonnes volontés », rappelle Binti en lançant un vibrant appel au diplo-

mate. Pour elle, « la lutte ne fait que commencer mais nous restons optimistes et notre engagement reste sans faille ».

Pour sa part Jacqueline Bassa-Mazzoni s'est engagée à faire tout son possible et de son mieux pour faire entendre la voix de la jeunesse dans les instances internationales. « On ne va pas s'effondrer parce que le génie de la jeunesse est là pour sauver le monde », lance-t-elle. Pour le diplomate français, la jeunesse c'est l'avenir et ainsi, elle s'est dite émue parce que la volon-

té, les requêtes et les recommandations de cette jeunesse comorienne relatent la réalité. « Vous avez parlé de paix, de justice sociale et d'environnement. Je ne peux que vous dire que vous avez touché là le fond de la chose », lance-t-elle. Encourager et accompagner cette jeunesse qui ne peut que lancer qu'un cri d'alarme est la bonne solution, le bon engagement que puissent faire les autorités compétentes.

A.O Yazid